



Lâ??extermination de Gaza a toujours Ã©tÃ© lâ??objectif dâ??IsraÃ«l, mais câ??est dÃ©sormais officiel

Description

IsraÃ«l mÃ©ne depuis 18 mois son plan visant Ã rayer Gaza de la carte. Maintenant que ce plan est clairement en place, le gouvernement Netanyahu parle ouvertement de nettoyage ethnique. Et pourtant, IsraÃ«l continue de jouir dâ??une impunitÃ© totale sur la scÃ¨ne internationale.

Par Qassam Muaddi, le 9 mai 2025



Vue aérienne des destructions à Rafah le 19 janvier 2025, au début du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. (Photo : Omar Ashtawy/APA Images)

Cela fait un an qu'Israël a envahi Rafah pour la première fois et franchi la « [ligne rouge](#) » illusoire de Biden. L'armée israélienne a détruit le passage de Rafah, isolant Gaza de l'Égypte et la coupant complètement du monde extérieur. Israël a pu procéder librement au déplacement massif des Palestiniens loin de la frontière Égyptienne, mais n'a jamais admis cet

objectif.

Mais aujourd'hui, [Rafah n'existe plus](#), et le plan d'occupation approuvé par Israël pour [occuper Gaza indéfiniment](#) a rendu explicite ce que beaucoup soupçonnaient depuis des mois : que l'objectif caché de la création d'installations militaires permanentes et de zones tampons à Gaza est de faciliter l'expulsion massive des Palestiniens.

Israël annonce désormais ouvertement ses intentions et présente publiquement le nettoyage ethnique comme une « migration volontaire ». Cela ne s'est pas produit du jour au lendemain, mais résulte d'un processus lent et d'illégalité visant à confiner les Palestiniens dans des sous-ghettos concentrés sous le feu, tout en créant de vastes zones tampons militaires sur des pans entiers du territoire rasé de Gaza. Ce plan a été mis en œuvre progressivement au cours des 18 derniers mois, mais aujourd'hui, les pièces du puzzle s'assemblent clairement.

La semaine dernière encore, Benjamin Netanyahu a annoncé que l'objectif principal de la guerre d'Israël, à savoir « vaincre ses ennemis », primait sur celui de libérer les prisonniers israéliens détenus à Gaza, faisant écho aux déclarations précédentes de son ministre des Finances, Bezalel Smotrich, considéré comme un partisan de la ligne dure.

Ce n'est pas une nouveauté. C'est le plan d'Israël depuis le début, mais le gouvernement israélien a dû en échelonner la mise en œuvre sur un an et demi en raison d'une série de contraintes internes et externes. Pourtant, il a continué à préparer le terrain pour un nettoyage ethnique à chaque étape.

Le tournant décisif s'est produit en février, lors du cessez-le-feu de courte durée entre Israël et le Hamas, lorsque le président américain Trump a annoncé son [plan choquant](#) visant à « s'approprier » Gaza et à la transformer en « Riviera du Moyen-Orient », tandis que la population de Gaza serait déplacée ailleurs. Subitement, le président des États-Unis appuyait un plan qu'Israël n'avait jamais osé exprimer publiquement. À peine un mois plus tard, Netanyahu avait encore déclaré à la télévision qu'« Israël n'avait pas l'intention de occuper Gaza de manière permanente ni de déplacer sa population civile ».

C'est exactement le plan que le cabinet de guerre israélien vient d'approuver.

Depuis la déclaration de Trump en février, rétractée par la suite, Israël s'est senti encouragé à aller de l'avant avec son plan. La reprise de la guerre et la [rupture du cessez-le-feu](#) s'expliquent en partie par cette nouvelle détermination à mener bien la « solution finale » d'Israël à la question de Gaza. Si Israël est en mesure de le faire, c'est parce que la communauté internationale n'a pratiquement rien fait pour en empêcher.

Mais l'annonce faite par Trump en février ne marque pas le début du plan israélien de prise de contrôle de la bande de Gaza et de déplacement de sa population. Bien avant qu'Israël ne soit contraint par Trump de conclure un cessez-le-feu avec le Hamas, l'armée avait mis toutes ses forces au service d'un plan militaire proposé par un groupe de généraux israéliens sur la base d'une vision antérieure élaborée par le général israélien à la retraite Giora Eiland. Surnommé « [le plan des généraux](#) », son objectif était de repeupler complètement le nord de Gaza par le siège et la famine. La mise en œuvre de ce plan prévoyait le bouclage total des 400 000 Palestiniens résidant dans la zone et leur privation de nourriture, d'eau et de

médicaments ; une vague ininterrompue de démolitions et d'explosions d'immeubles et de maisons ; des bombardements intensifs ; et l'évacuation directe et forcée des écoles transformées en refuges et des hôpitaux du nord.

Lorsque le cessez-le-feu a été conclu le 19 janvier, la population du nord de Gaza avait été réduite à moins de 100 000 personnes. Le dernier hôpital encore en activité dans la région, l'hôpital Kamal Adwan, avait également été évacué de force après 80 jours de siège et plusieurs attaques directes par des drones israéliens. Les forces israéliennes ont également enlevé plusieurs membres du personnel médical, dont le directeur de l'hôpital, le Dr Hussam Abu Safiya, qui [est toujours détenu](#) par les forces israéliennes à ce jour.

Le plan des généraux a échoué après le retour de centaines de milliers de Palestiniens dans le nord lors d'une [marche historique](#) pendant le cessez-le-feu. Ils ont installé des campements à côté des ruines de leurs maisons et ont clairement fait savoir que leur déplacement n'avait rien de « volontaire ».

Les plans d'Israël pour mettre en œuvre sa solution au « problème Gaza » ont été contrecarrés, et il a été contraint de conclure un cessez-le-feu contrecœur. Israël [a continué à faire obstruction à chaque étape](#) du cessez-le-feu, [le sabotant à chaque occasion](#) et refusant d'entamer des négociations qui auraient pu mettre fin définitivement à la guerre. Il a continué à attendre son heure, guettant une ouverture. Trump a donné à Israël l'ouverture dont il avait besoin en février, et depuis lors, le cabinet de guerre de Netanyahu a balayé tous les [obstacles internes](#) au sein du système politique israélien.

Comment Israël a commencé à mettre en œuvre son plan de « migration volontaire »

En mars, le ministre israélien de la Défense a approuvé la création d'un [bureau spécial chargé de promouvoir l'expulsion des Palestiniens](#). À l'époque, le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas était toujours en vigueur, bien que fragile car Israël refusait de passer à la deuxième phase des pourparlers de cessez-le-feu, qui aurait impliqué des négociations sur la fin définitive de la guerre. Cinq jours après la rupture du cessez-le-feu, le conseiller américain à la sécurité nationale, Mike Waltz, affirmait encore que l'idée de transférer les Palestiniens était « pratique » et « réalisable ».

Puis, début avril, Israël a réouvert le défilé d'un nouveau cordon militaire au sud de Khan Younis, [appelé le corridor Morag](#), coupant la partie la plus méridionale de la province de Rafah du reste de Gaza. Tout ce qui se trouve au sud de Morag, y compris l'ensemble de Rafah, a été déclaré zone tampon militaire, réduisant ainsi d'un cinquième la superficie de l'enclave palestinienne. Cela a été rendu possible par l'intensification de la campagne de bombardements et de démolitions menée par Israël à Rafah depuis l'invasion de la province par l'armée israélienne en mai 2024, qui a rasé toutes les infrastructures de la ville.

Selon la chaîne israélienne Channel 12, l'objectif du corridor Morag est de faciliter la « migration volontaire » des Palestiniens, tandis que le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, a annoncé dans une allocution télévisée que l'armée israélienne « coupait » la

continuité de la bande de Gaza et mettait en œuvre le plan de migration volontaire. Katz [a confirmé ce plan quelques semaines plus tard](#), déclarant que la stratégie d'Israël à Gaza consistait à détruire les infrastructures, à bloquer l'entrée de l'aide humanitaire et à « promouvoir le transfert volontaire ».

Qui est responsable ?

Depuis le début du génocide perpétré par Israël à Gaza, Israël a révélé par étapes certaines parties de son plan final. Au début du génocide, le ministre de la Défense de l'époque, Yoav Gallant, a déclaré qu'Israël imposait un « siège total » à Gaza, empêchant l'entrée de nourriture, d'eau, d'électricité ou de carburant, et qualifiant les Palestiniens d'« animaux humains ». Les implications génocidaires de la phase finale de la guerre étaient évidentes, mais le déroulement du plan israélien à Gaza a continué d'être dissimulé politiquement par un discours sans fin sur les pourparlers de cessez-le-feu, et même sur la libération des prisonniers israéliens. Le gouvernement israélien ne fait désormais plus semblant de s'intéresser à ces prisonniers, après les avoir officiellement relégués au [bas de la liste des priorités](#) de la guerre.

À chaque étape, Israël n'a subi aucune conséquence pratique à son escalade, et aucun gouvernement ayant une quelconque influence sur Israël n'a pris de mesures pour lui imposer des répercussions politiques. Même le rejet officiel généré par les gouvernements européens et arabes du plan de Trump pour Gaza n'a été suivi d'aucune action. Et bien sûr, le refus d'Israël de passer à la deuxième phase du cessez-le-feu et ses violations constantes de la trêve ont été accueillis par le silence. Ce silence continue d'être assourdissant alors qu'Israël creuse le corridor de Morag, efface Rafah et s'apprête à faire de même dans d'autres parties de Gaza.

Une impunité totale a accompagné chacune des étapes franchies par Israël dans sa marche vers l'extermination de Gaza, des centaines de bombardements aériens, des hélicoptères, de travailleurs humanitaires, d'ambulanciers et de journalistes, à la famine dévastatrice de la population de Gaza. Aujourd'hui, le caractère permanent de l'occupation israélienne de Gaza est officiel, tout comme l'objectif déclaré de nettoyage ethnique de sa population. Et nous n'avons toujours pas réagi.

Le fait que le silence persiste alors que les objectifs finaux d'Israël ont été clairement énoncés confirme que l'extermination de Gaza n'a jamais été la vision de l'extrême droite israélienne, ni même de Netanyahu personnellement ; il s'agit d'une décision internationale.

C'est cette nouvelle prise de conscience qui doit sous-tendre tout récit de la destruction de la vie palestinienne, y compris l'annexion imminente de la Cisjordanie par Israël et la colonisation totale de Jérusalem-Est, du Naqab et de toute autre partie de la Palestine historique où le peuple palestinien lutte encore pour préserver son existence collective.

Qassam Muaddi est rédacteur pour Mondoweiss sur la Palestine. Suivez-le sur Twitter/X à l'adresse [@QassaMMuaddi](#).

date créée
2025/05/13